



Communiqué de presse

Les retraité.es ne sont ni des nanti.es, ni des assisté.es ! Ils et elles sont en colère !

Le 3 décembre, partout en France, à l'appel de 9 organisations de retraité.es, les retraité.es se mobilisent pour :

- L'indexation des retraites sur l'inflation au 1^{er} janvier 2025
- Le rattrapage des pertes subies depuis 2017
- Pas de pension en-dessous du SMIC
- Le droit à la santé et l'accès aux soins gratuits
- Des services publics de proximité

Une fois de plus, le gouvernement, en gelant totalement ou partiellement les pensions, s'affranchit du Code de la Sécurité sociale qui stipule pourtant que, chaque année, la pension de base doit être revalorisée au 1^{er} janvier à hauteur de l'inflation. Cette mesure arbitraire, contraire à la loi, va dégrader un peu plus le pouvoir d'achat des retraité.es, l'écart se creusant toujours davantage, notamment depuis 2017, entre l'inflation (+ 19,5%) et l'évolution des pensions (+13,6%). Rappelons ces chiffres : 10% des retraité.es vivent sous le seuil de pauvreté, 31% perçoivent moins de 1000€ par mois (dont 74% de femmes) et le rapport du COR de juin 2024 prévoit une paupérisation accrue des retraité.es.

Cette absence de revalorisation est d'autant plus inacceptable que, dans le même temps, le gouvernement, dans le cadre du PLFSS 2025, programme de nouveaux remboursements de la Sécurité sociale (consultations, médicaments ...) alors que le coût des complémentaires explose pour les retraité.es, dégradant encore l'accès aux soins des plus fragiles. : 700 000 retraité.es n'ont pas de complémentaire santé et 1,6 million renoncent à des soins.

Quant à l'accompagnement de la perte d'autonomie, ce ne sont pas les petites mesurettees annoncées qui soient de nature à répondre aux immenses défis, humain et démographique, d'une société du « Bien vieillir ».

Oui, les retraité.es sont en colère quand ils constatent que la chasse aux 60 milliards d'économie vise à dégrader toujours et encore nos services publics, piliers d'une société solidaire, tandis que le gouvernement se refuse toujours à revenir sur les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent chaque année plus de 70 milliards aux budgets publics et assèchent la Sécurité sociale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la part des 500 plus grosses fortunes a bondi de 28% du PIB en 2018 à 42% en 2023 !

**Rassemblement mardi 3 décembre 10h30
Devant la Préfecture à Versailles avenue de Paris**

Un courrier sera remis au Préfet avant de rejoindre, à 14h, le rassemblement des 9 organisations de retraité.es à Paris, avec dépôt des pétitions lors d'une audience auprès du 1^{er} Ministre.

Contact : Maria Bolzinger 06 67 77 50 74